



Communiqué de presse

Paris, le 6 novembre 2013

<p style="text-align: center;">Première conférence BSI Economics « Quelle place pour l'économie française dans 10 ans ? » En partenariat avec Euler Hermes et Macrobond</p>
--

Le 4 novembre 2013 s'est déroulée la première conférence du Think Tank de jeunes économistes BSI Economics à l'Auditorium de la Tour First (La Défense – Paris) en partenariat avec Euler Hermes et Macrobond, marquant ainsi le premier anniversaire de cette nouvelle structure.

BSI Economics est constitué de 35 économistes professionnels et académiques évoluant dans les structures publiques, institutionnelles ou privées. La publication de contributions écrites et l'organisation de conférences doivent permettre l'émergence d'une nouvelle génération d'économistes, déjà expérimentés mais peu médiatisés, dans le débat public au vu des enjeux long-termistes auxquels notre économie doit faire face. « *BSI Economics est une pépite. Ce Think Tank vise en effet à réconcilier la génération Y avec l'économie, en organisant un réseau de jeunes experts qui veulent participer au débat public. La courbe en J chère aux économistes pourrait devenir 'la courbe en Jeunes', tant l'accent sur le capital humain et le capital social sera la clé de voute de meilleurs politiques économiques par et pour les jeunes. En France, on a peu de croissance mais on a encore des idées !* » commente Ludovic Subran, Chef Economiste et Directeur de la Recherche d'Euler Hermes.

Le premier débat portait sur le rééquilibrage de l'économie mondiale et la place de l'économie française face à la montée en puissance des pays émergents. Samuel Delepierre (BSI Economics) a ainsi souligné « *le grand rééquilibrage de l'économie mondiale vers les pays émergents constitue un potentiel de demande considérable, notamment dans des secteurs comme le luxe, la cosmétique, la santé ou l'agroalimentaire. Ce sont des secteurs dans lesquels la France a des atouts et des acteurs indéniables* ». Mahamoud Islam (Euler Hermes) a complété ces perspectives en soulignant cinq risques auxquels doivent faire face ces économies : « *le risque de change et de liquidité, la*

dépendance à l'économie chinoise, la qualité de l'environnement des affaires, la promesse des classes moyennes, et la qualité des institutions sont au coeur de l'émergence ». Des atouts et faiblesses qui ne doivent pas simplifier les analyses à un bloc de pays « émergents » homogènes pour Ludovic Subran (Euler Hermes) pour lequel *« la coordination entre ces pays restera difficile tant les incitations à agir ensemble semblent moins présentes que pour des blocs géographiques »*.

Le deuxième débat concernait les évolutions du cadre institutionnel et des déséquilibres macroéconomiques en zone euro. Les perspectives européennes ont été jugées sensibles par Ana Boata (Euler Hermes) avec trois enjeux majeurs *« la réduction des déséquilibres internes, l'augmentation des politiques pro-entreprises, la restauration de la croissance et la soutenabilité des dettes publiques comme privées sont, nous le savons, au centre des préoccupations des dirigeants européens. Tout est alors une question de temps et d'audace »*. Victor Lequillier (BSI Economics) a complété cette analyse en insistant *« sur la nécessité d'une intégration européenne plus poussée, capable de favoriser notamment un cadre institutionnel pour la stabilité en zone euro. C'est de cette triple stabilité : économique, financière et bancaire que dépend l'Europe dans laquelle nous vivons dans dix ans »*.

Le troisième débat proposait une analyse plus structurelle sur le modèle économique français et les inégalités associées aux récents bouleversements dus notamment aux vagues successives de crises. Dans un contexte d'évolutions mondiales et européennes drastiques, David Marguerit (BSI Economics) a souligné les *« risques liés à un creusement des inégalités avec une évolution de la part du capital plus importante que la part du travail dans le revenu total. Équité est synonyme de croissance, nous ne devons pas abandonner notre modèle »*. Sur le modèle économique français, Laurent Musine (BSI Economics) a évoqué *« la nécessaire clarification de la politique industrielle française, qui ne peut consister à empêcher l'évolution vers une économie de services, mais davantage à créer des cadres favorables à l'innovation, à la restauration des marges des entreprises industrielles et à leur compétitivité. Les exemples à l'international ne manquent pas mais adopter les meilleures pratiques sous-tend de ne pas confondre désindustrialisation, tertiarisation et déclin industriel »*.

En conclusion, Arthur Jurus (Président BSI Economics) a rappelé que *« cette conférence marque le passage d'une phase d'amorçage du projet BSI Economics à une phase de développement fondée sur une diversification de notre offre éditoriale, de nouvelles conférences en 2014 et une stratégie partenariale élargie et ouverte. Je suis heureux et fier de faire partie d'une génération d'économistes français qui souhaite davantage partager ses analyses pour informer de meilleures politiques publiques »*.

Contacts presse :

BSI Economics

06 09 09 13 71

contact@bsi-economics.org